



**PARTI FUSION
DES SOCIAUX-DÉMOCRATES
HAÏTIENS
PFSDH**

SOMMAIRE

- 1 LA GOUTE D'EAU : **EDMONDE SUPPLICE BEAUZILE**
- 3 LE PARTI FUSION DES SOCIAUX-DÉMOCRATES HAÏTIENS ET L'ATELIER DE CONSULTATION DES JEUNES LEADERS CIVIQUE : **SETH REMY**
- 4 LANCEMENT DU SALON DES JEUNES DE LA FUSION : **RAYMOND EDSON C. RENE**
- 5 VIZIT KODONATE LWES LA NAN KENSKOFF : **RICHARDSON JEUNE**
- 6 RENCONTRE DE LA COORDINATION DÉPARTEMENTALE DU NORD : **DIEULAMENE SENORD JEANTY**
- 8 DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ESSOUFFLÉES : L'INQUIÉTUDE JUSTIFIÉE DES SOCIAUX-DÉMOCRATES ET L'URGENCE D'UNE RE-PRISE EFFECTIVE ! : **MOISE CELICOURT ET EUGUY SAINVIL**
- 10 FRANCE – AFRIQUE, RELATIONS TENDUES - LEÇONS À TIRER POUR ETATS-UNIS – HAÏTI : **Dr ELSIE LAURENCE CHOUNOUNE**
- 14 LA DIPLOMATIE HAÏTIENNE FACE AUX DÉFIS ET AUX ENJEUX DU 21EME SIÈCLE (1ERE PARTIE) : **GANDY THOMAS**
- 16 REVENONS CHEZ NOUS : **Dr DEBUSSY DAMIER**
- 17 PAJ ANIVESE MANM PATI FUSION POU MWA SILA

LA GOUTTE D'EAU.

L'épopée de 1804 !

Des hommes et femmes, en pleine tourmente dans la colonie esclavagiste de Saint- Domingue, ont marqué à l'encre indélébile, tout au long du XIXème siècle, la civilisation occidentale et chrétienne au faite de sa puissance et de sa gloire. En ayant défié effectivement les grandes puissances colonialistes d'alors, ils ont bousculé l'ordre mondial et l'ont refaçonné.

Miracle ! Hauts faits d'armes ! Prouesses !

Dans le malheur, ils ont su frayer un chemin et s'en sont sortis. Haït, le seul à se libérer du joug colonial esclavagiste, est devenu un Etat indépendant. Isolé, cependant, sur la scène internationale dès son accession, cet Etat a survécu et, mieux, a servi de catalyseur aux pays de l'Amérique latine devenus eux aussi indépendants. Le soutien indéfectible du Président Alexandre Pétion au Général Bolivar en l'année 1816 fut décisif dans les guerres de libération. Il lui fournit armes et munitions. Beaucoup d'haïtiens se portèrent volontaires et combattirent aux côtés du General.

L'Haïti d'aujourd'hui est devenu un dossier accablant et encombrant.

La gestion de l'espace semble nous conduire à une impasse. Durant les trente dernières années, le territoire a connu trois fléaux successifs, faisant ressortir du coup son extrême vulnérabilité : l'imposition de l'embargo par le Conseil de Sécurité de l'ONU en l'année 1991, les violentes secousses sismiques dévastatrices en 2010 et 2021, le climat d'insécurité instituée et entretenue de manière fort habile ces cinq dernières années

par la fédération des gangs, ont entraîné Haïti dans une crise multidimensionnelle qui végète. Ce dernier constitué de kidnapping, de viols, de décapitalisation et de misère abjecte met à nu le dysfonctionnement des institutions républicaines, suscite l'inquiétude, l'angoisse, la peur, entraîne la paralysie presque totale des secteurs d'activités et porte les Haïtiens et les Haïtiennes à fuir en masse le sol natal.

Les amis d'Haïti sont préoccupés par ce fait d'actualité brûlante, disent-ils. Eh oui, ils observent. Des actions. Qu'en est-il dans la pratique ? En Novembre 2022, les Etats Unis se prononcent sur l'envoi d'une force militaire. En Mars 2023, le Président des Etats-Unis rencontre le Premier Ministre canadien à Ottawa et s'exprime devant le Parlement. Au menu, un sujet préoccupant : la crise en Haïti et les appels à une intervention militaire internationale.

En visite en Haïti au mois de Juillet 2023, le Secrétaire Général Antonio Guterres a déclaré : « **J'ai ressenti tout l'épuisement d'une population qui fait face depuis longtemps à une cascade de crises et à des conditions de vie insoutenables. J'appelle les Etats qui ont la capacité de fournir une force sécuritaire robuste à ne plus avoir d'hésitations et à être prêts à suivre une décision du Conseil de Sécurité. Chaque jour compte. Si nous n'agissons pas maintenant, l'instabilité et la violence auront un impact durable sur des générations d'haïtiens.** »

Le Conseil de Sécurité a adopté le 2 Octobre 2023 une résolution dans laquelle il autorise le déploiement d'une mission de sécurité

Internationale pour appuyer la Police Nationale d'Haïti à faire face aux gangs. Mais tout laisse croire que lesdits amis ont leur propre logique. Face à la crise humanitaire et sécuritaire, les Haïtiens, les Haïtiennes et leurs enfants nés à l'étranger sont plutôt expulsés. D'après les données recueillies par l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), du 1^{er} Janvier 2021 au 26 Février 2022, 25765 personnes ont été expulsées de force en Haïti, dont 20309 par les Etats Unis, le reste étant renvoyé par les Bahamas, Cuba, les îles Turques et Caïques, le Mexique et d'autres pays.

Le vase est rempli.

De surcroît, surviennent les récentes déclarations teintées de violences, de haine et de racisme du Président Dominicain contre le peuple haïtien. Ce dernier a décrété, en effet, la fermeture de toutes ses frontières avec Haïti en réponse à la construction d'un canal sur la rive haïtienne d'un cours d'eau, la rivière Dajabon. Préalablement, il avait annoncé l'érection d'un mur de 164 km tout au long. Rien de surprenant au regard du contentieux historique permanent entre les deux Républiques. Qu'on se le rappelle ! Cette rivière, baptisée à juste titre rivière massacre, prétexte du litige, cache les stigmates de nos vingt mille frères et sœurs haïtiens assassinés lâchement, cruellement et froidement à l'arme blanche entre le 2 et le 4 Octobre 1937 sous les ordres du dictateur Raphael Leonidas Trujillo Molina. Les corps des victimes seront jetés dans la rivière. Deux grandes raisons auraient motivé le carnage. D'abord, une question historique. Le Président Jean Pierre Boyer a dirigé l'île entière pendant

vingt et un ans, ce que les autorités dominicaines n'ont jamais digéré. Ensuite le racisme du général qui s'est donné la mission de blanchir son pays. Le massacre « du persil » en dit long. Trujillo n'a pas caché son inimitié envers les Haïtiens. Il a activement prôné l'immigration de Portoricains, d'Espagnols, de Juifs et d'Asiatiques en République dominicaine.

Heureux mécompte !

Il y a tout juste 75 ans, l'Etat Haïtien et son peuple ont riposté souverainement à la condescendance du Grand Voisin. Le Président Dumarsais Estimé avait demandé aux Etats-Unis d'Amérique la renégociation du paiement de la dette nationale au montant de cinq millions de dollars afin d'obtenir les fonds nécessaires à l'exécution des grands travaux publics. Les Américains rejetèrent catégoriquement la requête. Ils n'entendaient aucunement changer les conditions de la Convention de 1922 qui prévoyait un régime de tutelle financière en garantie de l'emprunt.

Heureux mécompte ! s'exclama « Estimé » qui parvint à mobiliser la nation entière autour d'un objectif simple et efficace : le remboursement de la dette. **Payons les cinq millions !** Le peuple s'exécuta. **La fin du contrôle fiscal de l'étranger et le complet remboursement de la dette nationale ont libéré financièrement le pays.**

La goutte d'eau de trop.

L'entêtement du Président dominicain a suscité un réveil patriotique dans la cité. Les Haïtiens et les Haïtiennes se positionnent en faveur de la construction du canal. 61 000 compatriotes ont quitté volontairement la République Dominicaine

pour venir s'installer en Haïti. La population refuse d'acheter tous produits émanant de la République dominicaine.

Lors de la 78eme session de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Premier Ministre s'est adressé en ces termes : **« Je suis venu vous transmettre le message du peuple haïtien dans son ensemble : la rivière Massacre, une très grande scène de frictions historiques et actuelles entre la République d'Haïti et la République Dominicaine, nous invite à faire de notre mieux pour ne pas réveiller les vieux démons, ressusciter d'anciennes blessures ni en causer d'autres. Haïti réaffirme son droit souverain de peuple libre d'utiliser les ressources hydriques binationales, comme le fait la République Dominicaine et revendique une répartition équitable des eaux de cette rivière. »** Est-ce le début d'une prise de conscience ?

Profitons de la fermeture de la frontière. La plaine de Maribahoux est une terre fertile. Comment l'arroser et l'entretenir dans l'intérêt du Grand Nord ? Pensons aux terres fertiles de l'Artibonite, du Plateau Central qui constitueraient le grenier de la Caraïbe ? La Grande Anse, le Sud, le Sud 'Est sont tout aussi fertiles. Elaborons une politique publique agricole qui aura la vertu de nous relancer vers l'exportation.

Unissons nos forces. L'insécurité est le fléau qu'il faut combattre et éradiquer. Les gangs s'imaginent qu'ils sont les seules forces, les seules autorités. Ils pillent, ils brûlent, ils kidnappent, ils rançonnent ils terrorisent, ils assassinent sans être inquiétés. Nous avons l'obligation de nous concerter en vue

de nous opposer aux forces obscures qui veulent notre perte.

Additionnons nos énergies et nos compétences.

La Constitution doit être notre seule boussole. Parce qu'elle définit les mécanismes des trois pouvoirs de l'Etat, elle délimite le territoire et appelle à la protection de la collectivité et de chacun en particulier.

La fermeture de la frontière doit être **la goutte d'eau de trop.** Elle doit servir à galvaniser les énergies. Elle doit être, en nous dépouillant de nos suffisances, cet élément catalyseur qui doit nous porter à **former le Citoyen Haïtien par l'éducation, à gérer et à administrer le pays.**

Heureux mécompte !

RÉVEILLONS- NOUS. RÉVEILLONS HAÏTI DE SA LÉTHARGIE ET TRANSFORMONS-LA !



**Edmonde
SUPPLICE
BEAUZILE**

**Présidente
de la
FUSION**

**VICE-
PRÉSIDENTE
DE LA
COPPAL**

**VICE-PRÉSIDENTE
DE L'INTERNATIONAL SOCIALISTE**

Le Parti Fusion des Sociaux-Démocrates Haïtiens et l'Atelier de Consultation des Jeunes Leaders Civique.

La Fusion dans sa culture politique et dans ses différentes prises de position a toujours été l'exemple d'un parti qui promeut l'engagement citoyen et l'intégration de la jeunesse. En effet, ce samedi 16 septembre 2023, le parti Fusion a pris part à l'atelier de consultation des jeunes leaders civique à l'hôtel Karibe sur l'initiative de **l'Observatoire de la Jeunesse Haïtienne (OJH)**. Cet atelier de consultation a été, une fois de plus, une occasion pour le parti de faire valoir l'essence de ses multiples combats.

Au cours de cet atelier, les échanges se sont déroulés sur l'ensemble des engagements pris récemment par l'État haïtien en matière de participation civique des jeunes à savoir la conférence de Nairobi en 2019, la résolution 2250 en 2015 adoptée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies autour du thème « **Jeunesse, paix et sécurité** » et le Programme d'Action de Doha de la Conférence de Nations Unies des Pays Moins Avancés en 2022. C'était une occasion pour les participants de discuter sur les différents obstacles liés à la participation des jeunes et de mobiliser un ensemble de stratégies au renforcement de ces derniers.

En Haïti, les jeunes âgés de moins de vingt-cinq (25) ans représentent 51% de la population, ceux de moins de dix-huit (18) ans représentent 38,1%. Tout plan de développement du pays doit tenir compte de l'intégration et de l'émancipation des jeunes.

De ce fait, la Fusion dès sa genèse en 2005, fait de la jeunesse son épine dorsale en créant des mécanismes de participation au profit de ces derniers. Dans ce même élan, le parti forme ses militants sur l'engagement citoyen. Une formation qui tient compte sur la nécessité des jeunes de s'engager dans la vie politique du pays.

Conscient de la force que représente la jeunesse haïtienne, le parti milite pour son véritable éveil et insère dans son programme divers axes tels que la facilitation de l'intégration de cette catégorie sociale aux espaces décisionnels sur les plans interne et externe, et le développement de l'engagement des jeunes dans la vie associative.

A travers ses différentes structures, **Mouvement des Femmes Socialiste (MOFESO)**, **Mouvement des Jeunes de la Fusion (MOJEF)** et le **Club Littéraire pour l'Évolution de la Fusion (CLEF)**, le parti offre aux jeunes la possibilité d'apporter leurs pierres dans la construction de notre cher pays Haïti.

La Fusion demeure un parti qui a la ferme conviction que le développement de ce pays passe par un engagement concret des jeunes. Ce pourquoi le parti ouvre ses portes aux jeunes de divers horizons pour entamer un processus de changement social face aux problèmes qui rongent la société haïtienne.

Seth RÉMY
Président CLEF

Lancement du Salon des Jeunes de la FUSION, une grande réussite

Dans le domaine de la politique, la FUSION s'est toujours penchée en faveur de l'émergence de la jeunesse. En ce sens, le 29 septembre 2023, le Parti Fusion des Sociaux-Démocrates Haïtiens (PFSDH) organisait dans l'enceinte de son établissement l'événement baptisé "**SALON DES JEUNES DE LA FUSION**" (SJF)

Initié par le Club Littéraire pour l'Évolution de la FUSION (CLEF), le "**SALON DES JEUNES DE LA FUSION**" est un espace promouvant le dialogue entre les jeunes du Parti Fusion des sociaux-Démocrates Haïtiens et ses sympathisants. Le SJF se veut être un outil facilitant la cohésion entre les acteurs et l'implication des jeunes comme acteurs du changement. C'est un espace de débats politiques, de propositions sur les grands problèmes de la cité.

Le Salon a pour mission, en effet, de créer un espace de discussions constructives entre les participants, de renforcer la capacité des jeunes du parti, d'initier un dialogue intergénérationnel, de mobiliser les acteurs sur la culture politique tout en promouvant les valeurs de la social-démocratie et de faciliter la rentrée de nouveaux membres au sein du parti. Cette initiative prise par les jeunes du Parti social-démocrate est grandement appuyée par la Présidente Edmonde Supplice BEAUZILE, qui réitère son engagement et son déterminisme dans la lutte pour l'émergence de la jeunesse et le développement socio-économique d'Haïti à travers son discours

L'événement du 29 Septembre 2023 fut une grande réussite. En cette occasion, le thème suivant a été retenu : « **Quelle est la place de la doctrine Social-Démocratie dans la situation politique actuelle ?** » Pour débattre le sujet, M. Mozart CLERISSON, Porte-Parole du Parti jouant le rôle d'intervenant, a fait un exposé magistral devant un public comptant plus de trente (30) personnes autour de ces 4 points :

- 1) **Histoire de la pensée politique haïtienne ;**
 - 2) **Doctrine ;**
 - 3) **Compréhension de la doctrine sociale démocratie ;**
 - 4) **Cohabitation parfaite pour un nouveau départ.**
- Me Mozart CLERISSON a encouragé ces jeunes dévoués en leur rappelant les visions patriotiques des mouvements littéraires du pays au cours des XIXème et XXème siècle.

Pour sa part, le président du Club littéraire, M. Seth RÉMY a montré l'importance capitale d'une telle initiative dans ses propos de bienvenue. Selon lui, une politique sans l'intégration et l'implication des jeunes engagés n'a pas d'avenir. C'est le bon moment pour la jeunesse de s'intégrer et de s'impliquer. En ce sens, les portes de la FUSION restent grandes ouvertes.

Rappelons que le Club Littéraire pour l'Évolution de la FUSION communément appelé "CLEF" est un regroupement de jeunes ayant pris naissance en 2007 au sein du Parti « **FUSION DES SOCIAUX .DEMOCRATES HAITIENS** » conformément à ses statuts. Comme tout groupement évoluant dans

un espace politique spécifiquement réservé aux jeunes, le Club constitue un cercle qui facilite la participation beaucoup plus hâtive des jeunes dans les activités du parti en vue d'apporter une contribution significative dans la vulgarisation de la philosophie de ce patrimoine politique qu'est la FUSION.

Aujourd'hui, en Haïti, les aspects socio-économique et sociopolitique de la vie quotidienne restent un obstacle pour l'avancement des jeunes. Par contre, cette situation chaotique devient une opportunité pour les jeunes leaders de la FUSION qui sont déterminés à apprendre et faire preuve de leadership. Désormais, la nation haïtienne, une fois de plus, peut compter sur les jeunes leaders du PFSDH pour enfin se libérer des ténèbres qui la hantent depuis plus de deux siècles.

Raymond Edson Christly RENÉ



Jounen samdi 07 oktòb la , kòdonatè lwès 1 an Ingr **Darlin CADET** ansanm ak responsab mobilizasyon kominotè andan kòdinasyon mesye **RICHARDSON JEUNE** te rann yo kenskòf nan non pati a pou al pote solidarite yo ak kòdinasyon kenskòf la Mesye Josué Pierre ap dirije ak anpil dinamisite. Nou reyini plis pase 40 reprezantan ki soti nan 5 seksyon kominal yo pou te pale yo de pati a epi ankouraje yo pran inisyativ anndan kòdinasyon an. Tout paranki te prezan nan rasanbleman an resevwa kaye nan non pati.

Se yon inisyativ ki pa p kanpe. Jan nou te di l nan dènye rasanbleman mwa dawout a ,

Yon kòdinasyon dyanm pou yon FUSION pwospere

Pou otantifikasyon : **Richardson JEUNE,**

Responsab mobilizasyon kominotè kòdinasyon lwès 1



Compte rendu de la dernière rencontre au Cap Haïtien en date du 8 Octobre 2023 par la Coordination Départementale

La Coordination Départementale du Nord a organisé dans la ville du Cap Haïtien une rencontre le dimanche 8 octobre 2023 avec quelques membres du Parti. Les points suivants ont été débattus :

1-Analyse de la conjoncture :

- Construction du canal sur la Rivière Massacre par les haïtiens ;
- Position du gouvernement haïtien face à la construction du canal et les réactions du gouvernement dominicain.
- Position de la Fusion face à cette construction ;

2-La résolution prise par les Nations Unies pour le déploiement de la Force Multinationale en Haïti

3-Perspective de la Fusion pour le mois d'octobre 2023 :

- Le travail effectué par la commission formée / Evaluation ;
- La prochaine sortie de notre revue " Choublak"
- L'organisation d'une séance de formation à l'intention des coordonnateurs régionaux sur le déficit budgétaire ;
- L'Assemblée de la COPPAL prévue le 12 octobre 2023.

4-Le conseil National du Parti prévu au mois de décembre 2023.

5-Questions d'intérêt général.

Il était 6 hres 30 p.m. lorsqu'on a débuté la rencontre avec la **Vice-Présidente, Dieulamène Sénord Jeanty** qui a fait une mise en contexte de la réunion. La construction du canal sur la Rivière Massacre à Ouanaminthe est le premier point débattu. On a longuement parlé de la Plaine Maribahoux. L'intervention de l'**Agronome Wedly**, représentant de la Fusion dans la commune de Pilate, a été pertinente. Il a pris en compte la méthode d'arrosage des cultures, les besoins d'arrosage et les eaux de surface.

Méthode d'arrosage des cultures

1-Les modes d'irrigation : Les principaux modes d'irrigation sont nombreux et la mise en œuvre dépend de multiples facteurs : topographie, ressources en eau, plantes cultivées, régime foncier, saisons culturales, régimes pluviométriques et hydrologiques. Certaines techniques imitent l'inondation : il s'agit de l'irrigation par submersion, les parcelles, appelées casiers ou bassins, sont recouvertes des nappes d'eau ou main d'eau qui s'infiltrent plus ou moins rapidement dans le sol. L'irrigation par submersion peut aussi se faire en sillons alternant avec des planches ou billons. D'autres techniques imitent le ruissellement en nappe, en rigole sillons. L'irrigation par aspersion imite la pluie, l'eau est amenée au champ. L'eau est amenée au champ sous pression, dans des conduites fermées. Elle est projetée en l'air et retombe sur les plantes et le sol. Les principales difficultés de l'irrigation en bassins : l'irrigation en bassins ou l'irrigation par submersion pose plusieurs types de problèmes :

- 1- Le planage est un travail important, souvent couteux en temps de travail ou en moyens mécaniques.
- 2- Les débits d'eau instantanés qu'il faut prévoir sont importants. Il faut donc créer des canaux capables de fournir ces débits. Il faut créer des retenues d'eau ou équiper le périmètre irrigué de motopompes. Celles-ci fonctionnent souvent par intermittence. Utilisée très intensément en période de charge d'eau, elles sont souvent sous-utilisées à d'autres période.
- 3- La place occupée par la diguette est loin d'être négligeable.
- 4- La circulation des hommes, des animaux et des engins est souvent difficile. Cela pose des problèmes au moment des mises en cultures et des récoltes. Les points de passage doivent être surveillés afin qu'il ne s'y crée pas de voies d'eau.
- 5- Le drainage est rarement simple, surtout lorsque la terre ou l'eau d'arrosage sont sales et que le sol d'un bassin est lourd.
- 6- Les plans d'eau tels ceux des photos 436 et 439 attirent les moustiques, les bilharzies ou d'autres parasites de l'homme ou des animaux. Le fait de travailler dans l'eau et la boue des bassins peut être à l'origine de problèmes sanitaires. Ceux dont les casiers sont les plus éloignés de la source d'eau risquent d'être moins servis ou pas servis du tout parce que les prédécesseurs se sont servis trop abondamment.

- 7- L'irrigation par submersion ne convient car quelques espèces de plantes supportant l'inondation temporaire ou permanente. Pour les espèces, le système d'irrigation par sillons convient souvent mieux.
- 8- L'évaporation de la lame d'eau est souvent importante, en particulier tant que la couverture végétale du bassin n'est pas bien assurée et que l'eau est directement soumise au rayonnement solaire.

Les besoins d'arrosage :

Il existe deux (2) méthode pour déterminer les besoins d'arrosage : Méthode pragmatique et méthode par calcul. Pour initier les travaux d'arrosage, on doit connaître les éléments suivants : a) les plantes ont chacun un cycle végétatif se déroulant en phases successives. b) les besoins en eau des plantes sont différents selon la phase du cycle où elles se trouvent. c) A chaque phase, l'assiette radiculaire occupe un volume de sol déterminé. d) Les caractéristiques variétales des plantes (précocités, rusticités). e) les pratiques culturales qui déterminent le taux de l'infiltration et la structure du sol. f) le bilan global saisonnier ou annuel.

Méthode pragmatique :

Elle est fondée sur l'observation permanente et l'expérience pratique plutôt que sur la théorie et calcul. On observe en particulier : 1) le volume de sol racine pour la culture. 2) le comportement des plantes et leurs et leurs racines.

Méthode de calcul :

La méthode de calcul permet de déterminer le jour des doses et les fréquences d'arrosage.

On distingue 3 étapes : 1) l'établissement des données. 2) l'établissement du plan des arrosages à partir de ces données. 3) le suivi journalier des arrosages.

Les eaux de surfaces :

Elles regroupent les eaux stagnantes, les eaux de ruissellement telles que leaux de source, les eaux de rivière, des lacs et des fleuves. Le débit d'une rivière est la quantité qui passe dans une section pendant un temps déterminé. On le mesure en litre par seconde.

Types de débit :

1-Débit d'étiage : c'est la plus mince lame d'eau qui traverse une section de la rivière ; 2- Débit de pointe : C'est le grand volume d'eau qui traverse le lit de la rivière ; 3- Débit caractéristique : c'est le volume d'eau apporté à l'hectare par unité de temps.

Plusieurs autres textes concernant la relation diplomatique entre Haïti et la République dominicaine sont en cours de préparation et devrait apparaître dans la prochaine revue « **Choublak** ».

Pour la résolution prise récemment par les Nations Unies en faveur d'Haïti, tous les membres présents à cette rencontre étaient d'accord pour qu'il y ait une force multinationale en Haïti pouvant nous aider à combattre l'insécurité et le banditisme dans ce pays.

En ce qui a trait au travail de la nouvelle commission formée en vue d'évaluer le parti en général à travers ses structures déconcentrées pour son renforcement, de notre côté, dans le

département du Nord, l'évaluation n'a pas eu lieu encore.

Questions d'intérêt général :

- L'organisation d'une séance de formation basée sur le déficit budgétaire serait très instructive. Les dirigeants et dirigeantes du parti qui seront les bénéficiaires directs.
- Appréciation positive en rapport avec **Delva Donel** qui va représenter le parti dans une assemblée de COPPAL, au Mexique.
- Comment aider les cadres du parti qui veulent trouver un emploi ? Nécessité et urgence pour mettre en place les coordinations communales dans le département du Nord. Comment s'y prendre ?

N.B : Le problème d'internet n'avait pas permis à un grand nombre de personnes de prendre part à cette rencontre car, c'était sur le groupe Watts App.

Dieulamène Sénord Jeanty,
Vice-Présidente de la Fusion



Des activités économiques essouffées : l'inquiétude justifiée des sociaux-démocrates et l'urgence d'une reprise effective

Introduction

En matière économique, on parle souvent de modèle. Il consiste dans une configuration d'ensemble de divers secteurs de notre système qui, selon un mode de fonctionnement, alimente la vie courante de l'économie. Au sein de ce système, il se crée des interactions entre les secteurs, par lesquelles le jeu des opérateurs maintient et dynamise le trépidant mouvement du fonctionnement de l'économie.

Ce mouvement économique est un corollaire de la vie sociale et culturelle que la politique doit réguler et gérer dans l'unique objectif d'assurer le bien-être collectif. Un entretien constant et permanent de cette dynamique procure et génère les produits, les services et toutes les ressources nécessaires à la satisfaction des besoins. Une garantie, cependant, qu'il convient de souligner, pour que la vie économique ne s'arrête pas et continue de tourner, il faut un environnement où, en tout temps, la libre circulation des personnes et des biens est assumée et assurée. Dans ce cadre, la recherche des satisfactions individuelles susceptibles de procurer un sentiment de confort s'offre à tous, dans une société que nous voulons être progressiste. Or, dans le contexte actuel de notre vie de peuple, cette recherche de stabilité est constamment mise à l'épreuve par des activités criminelles qui mettent en péril la survie de diverses communautés et détruisent les opportunités créatrices de richesse.

Une économie en chute libre

L'économie haïtienne connaît un important déclin. Son taux de croissance moyenne se trouve en dessous de 1.5% depuis plus d'une dizaine d'années. Il en résulte une faible capacité de création de richesse nationale tenant compte des exigences nouvelles créées par l'augmentation de la population. De plus, la crise sanitaire liée à la COVID-19 crée augmente la dégradation de la situation sécuritaire globale sur fond de crise socio-politique. De ce fait, les perspectives d'une amélioration ne sont pas reluisantes au point de constituer une véritable hypothèque pour le progrès à la fois économique et social.

Il convient d'ajouter que les facteurs structurels (dérèglements du climat, mauvaise gouvernance, crise sociales, politiques publiques inefficaces) maintiennent l'économie haïtienne dans une situation de décroissance remarquée. Le phénomène récent de l'intensification du cycle de violence liée aux activités destructrices des gangs armés fédérés ceinturant la zone métropolitaine risque d'anéantir ce qui reste du tissu productif économique haïtien.

Ces actes d'insécurité des gangs mettent en péril la survie même d'une économie déjà anémiée et requièrent, de la part de tout démocrate soucieux du bien-être collectif, divers questionnements :

- On peut se demander comment des gangs de la zone métropolitaine couplés à ceux du département de l'Artibonite bloquent le

- fonctionnement de tout un pan de l'économie avec autant de facilité.
- Dans la zone métropolitaine, les infrastructures de production de certaines entreprises industrielles et commerciales sont systématiquement vandalisées.
- Des commerçants et de valeureuses « *madan sara* » qui empruntent les routes nationales # 1et 2 sont, de fait, empêchés de rentrer à la Capitale pour écouler leurs produits et sont rançonnés par des gangs lourdement armés, disposant de forces de frappe souvent disproportionnées par rapport aux forces de l'ordre ?

Des indicateurs macroéconomiques alarmants.

Le système économique haïtien présente un ensemble d'indicateurs qui risquent de donner le vertige. Une démographie en croissance (1.34% en moyenne). Cinq années consécutives de croissance économique négative (2019 à 2023). En dépit de la prédominance du secteur informel, le tissu productif formel constitué d'entreprises industrielles et commerciales demeure agonisant. À part le secteur bancaire avec un niveau de productivité hors du commun (le bénéfice net au 2 e trimestre de 2023 a cru de 75% par rapport à la même période de 2019, BRH), tout le reste de l'économie est à vau-l'eau. Il est inadmissible que la politique économique du pays ne présente pas de programmes d'investissement qui établissent la relation entre la croissance démographique

de type géométrique et la production de biens et services nécessaires à la satisfaction de la population.

Les indicateurs macroéconomiques du secteur formel sont à la baisse. La production intérieure brute des secteurs de base pour l'année 2021 ne cesse de décliner. Les contributions respectives de l'agriculture, des industries et des services sont en baisse de 4,1%, 2,5% et 2% alors que leurs contributions au produit intérieur représentent les pourcentages suivants : Agriculture (20,6%) ; Industrie (25,4%) et Services (51,6%).

La balance commerciale d'Haïti qui accuse un déficit constant depuis plus d'un demi-siècle ne change pas au cours de ces dernières années selon les chiffres officiels. Les exportations représentent environ 12% du PIB et les importations ont plus que triplé pour la même période, soit 38% du PIB (MEF, 2019). Selon la BRH, cette situation est d'autant plus persistante puisque les cinq premiers mois de l'exercice fiscal de 2023 affichent un montant de 2 milliards USD \$ environ pour les importations alors que seulement 370 millions USD \$ de produits ont été exportés. Ce gap est, en partie, compensé par des flux de transactions financières courantes (transferts sans contrepartie) , ce qui constitue une bouffée d'oxygène pour l'équilibre de la balance des paiements et à l'allègement du poids de la dette du pays.

Le chômage touche environ 40% des jeunes de 15 à 24 ans. Il s'agit d'un fléau social. Toutefois, ce n'est qu'au secteur informel d'absorber 80% de l'emploi total. D'autant plus, l'inflation a atteint un

record de 49 % en dépit de la baisse des dépenses publiques.

D'un autre côté, le soutien financier accordé aux familles pauvres par le gouvernement ne fait qu'augmenter la pression sur la consommation des articles de première nécessité dans un marché déjà très sensible à la spéculation et la hausse des prix.

Le caractère informel de l'économie haïtienne, tenant compte de son importance, pour soutenir la résilience de notre population, exige, pour être opérationnel, le maintien et le strict respect de la sacro-sainte règle libérale de la libre circulation des personnes et des biens. Nous constatons béatement, comme dans une totale indifférence, la rupture de la chaîne de transport.

Des initiatives économiques en difficulté.

Plusieurs initiatives engagées par des organismes publics sont hypothéquées par les agissements de ces groupes armés soutenus par divers secteurs mafieux et déstabilisateurs. Le Ministère des travaux publics, transports et communication tente de créer des voies de délestage pour soulager les transporteurs. Ces aménagements sont vite pris en otage par les gangs qui y installent des péages forcés, des postes de rançon. Ainsi, les gens qui s'aventurent sur la voie publique prennent un risque sur leur propre vie. Tous les espaces de liberté sociale sont pris au piège de la violence des gangs criminels et assassins. Notre subconscient collectif est imprégné d'une peur latente, même quand nous donnons l'impression d'une relative sérénité. Cette présentation de la

vie économique montre qu'il y a un péril. C'est cette réalité que nous voulons changer.

Une politique économique intelligente de court et moyen terme pour sortir de l'asphyxie

Le soutien à la reprise économique en vue de sortir de ce naufrage national passe par une reprise vigoureuse de tous les secteurs. Il s'agit pour le gouvernement intérimaire d'intervenir pour continuer l'implémentation du Plan de Relance Economique Post Covid-19 (PREPOC), et poursuivre l'amélioration de la capacité de collecte de recettes fiscales ainsi que l'incitation au profit des petites et moyennes entreprises sans oublier la promotion de la création d'emploi.

Faut-il rappeler que le secteur agricole et celui de l'agro-industrie méritent une considération spéciale. Il présente l'avantage de faire baisser le taux de chômage et permet de réduire le flux d'importation des produits alimentaires. Il est également indispensable d'améliorer les infrastructures publiques existantes (entretien des voies d'accès, curage et construction de divers canaux d'irrigation, électricité, connectivité, ...) tout en poursuivant les travaux techniquement viables au bénéfice de meilleures conditions de vie pour la population en particulier les déshérités.

Malgré les efforts qui peuvent être déployés par le gouvernement sur divers fronts, la problématique de l'insécurité reste l'un des défis fondamentaux qui handicapent la création de la richesse et font fuir les investisseurs nationaux et étrangers.

Moïse Celicourt & Euguy Sainvil
Vice-Présidents de la FUSION

France – Afrique, Relations Tendues - Leçons à Tirer pour Etats-Unis – Haïti

L'influence française au Sahel s'est effondrée (1), écrivait la semaine dernière l'influent journal français, Le Monde. Ailleurs sur le continent, la France est sur la défensive, et rien de ce que dit Paris ne peut rétablir cette influence.

Après avoir procédé à plusieurs changements, rétrocedé des trésors historiques à d'anciennes colonies, réduit sa présence militaire et noué de nouveaux liens ailleurs sur le continent, la stratégie africaine de la France semble dans une impasse, estiment certains experts. Pourtant, nombreux sont ceux qui suggèrent que Paris ne peut plus prendre les devants, alors que certains dirigeants africains coupent complètement les liens et en nouent de nouveaux avec des rivaux étrangers, dont la Russie.

Des coups d'État ont eu lieu dans une demi-douzaine d'anciennes colonies françaises d'Afrique occidentale et centrale sur trois ans – dont deux, au Niger et au Gabon, en un peu plus d'un mois. Trois pays fragiles de l'Afrique de l'Ouest – le Mali, la Guinée et le Burkina Faso – ont succombé à l'instabilité et ont connu des prises de pouvoir militaires. Le Sahel africain, qui abrite certains des pays les plus pauvres, les plus instables politiquement et les plus sujets aux conflits, est une fois de plus en crise. Même si la pandémie de COVID-19 a peut-être contribué à pousser ces pays à bout, ils étaient au bord de l'instabilité bien avant l'émergence du virus en raison de vulnérabilités profondément enracinées telles que l'insécurité chronique, la corruption politique et le chômage de masse.

Cet article tente de faire une introspection sur ce qui n'a pas fonctionné et sur la manière, si possible, de mettre fin aux relations tendues entre la France et certaines de ses anciennes colonies. Un bref parallèle sera fait avec les relations haïtiano-américaines, basé sur les leçons apprises de l'intervention de la France en Afrique.

Les Interventions de la France au Sahel au Cours des Dix Dernières Années

Tout a commencé en 2012, lorsque le gouvernement malien invite la France à l'aider à résoudre la crise sécuritaire qui se détériorait rapidement dans le nord agité du pays, où les rebelles touareg et les combattants alliés à Al-Qaïda au Maghreb islamique avaient capturé de vastes étendues de territoire. La France envoie alors des milliers de soldats et chasse les combattants de la capitale, Bamako, avec l'aide du Tchad voisin.

En 2014, avec le soutien du gouvernement malien, la France décide d'élargir ses opérations antiterroristes dans la région en déployant 5.100 soldats dans cinq pays du Sahel dans le cadre de ce qui est devenu l'opération Barkhane – son opération à l'étranger la plus importante et la plus coûteuse de l'histoire moderne.

Malgré son coût économique et humain élevé, l'opération Barkhane n'a pas réussi à produire les résultats escomptés. Les problèmes du Mali et de la région dans son ensemble n'ont pas pris fin. Au lieu de cela, les groupes armés ont commencé à accroître leur pouvoir et leur portée. Les attaques

contre les civils sont devenues monnaie courante et la situation sécuritaire s'est détériorée dans les pays du Sahel.

Le 31 janvier 2022, le Mali expulse l'ambassadeur de France du pays. À cette époque, jusqu'à 1000 mercenaires russes étaient sur le terrain au Mali. Quelques jours plus tard, des milliers de manifestants

1

<https://www.lemonde.fr/international/article/2023/09/03/comment-la-france-a-perdu-le-sahel>

anti-français descendent dans la rue en brandissant des drapeaux russes et en brûlant des découpes en carton du président français Emmanuel Macron pour célébrer l'expulsion.

La même année, la France retire ses troupes du Mali et en déplace une partie vers le Niger voisin, dans le cadre d'une nouvelle stratégie africaine. Cela n'a guère amélioré la position de la France dans la région. Le Niger a rapidement connu son propre coup d'État et, l'opinion publique étant fermement opposée à la France, les putschistes n'ont pas perdu beaucoup de temps pour imputer à la France les nombreux problèmes du pays et l'accuser de déstabiliser le pays.

Un mécontentement sociétal, cause profonde des putschs

Aucun de ces coups d'État, ni les défis qui y ont conduit, ne se sont concrétisés soudainement. Les organisations internationales de développement et les groupes de réflexion soulignent depuis des années les défis extrêmes en matière de sécurité et de gouvernance auxquels ces pays sont confrontés.

Les interventions militaires ont été le résultat d'échecs systémiques longtemps ignorés et d'un mécontentement sociétal croissant. Au-delà des menaces à long terme contre la démocratie constitutionnelle et la sécurité dont ils sont issus, les récents coups d'État ont un autre aspect commun surprenant : le soutien civil de la majorité de la population.

Dans les pays dotés d'une stabilité et d'une sécurité relatives, ainsi que de garde-fous constitutionnels fonctionnels contre des menaces telles que la fraude électorale et les tentatives illégales de prolongation du mandat présidentiel, les forces armées peuvent organiser des coups d'État, mais elles ne parviennent souvent pas à justifier de manière convaincante leur intervention ou à obtenir la victoire.

Au Mali, au Burkina Faso, au Niger et en Guinée, cependant, l'absence de telles garanties a conduit les populations civiles à adopter avec enthousiasme les récentes interventions militaires. En effet, les citoyens de ces pays ont réagi à l'annonce des prises de pouvoir militaires par des protestations non pas contre l'armée intervenante, mais contre les dirigeants politiques démis de leurs fonctions. Cette réaction reflète le manque de confiance du peuple dans la politique démocratique dans leurs pays.

Dans les pays du Sahel – du Niger et du Mali au Burkina Faso et au Tchad – la corruption omniprésente, l'extrême pauvreté, le chômage généralisé et l'incapacité perçue des partenaires occidentaux et des institutions internationales à apporter la stabilité et à assurer la sécurité dans la

région ont retourné les populations locales contre les gouvernements occidentaux.

Mais l'on ne doit pas non plus négliger un facteur essentiel qui, au-delà de l'insécurité chronique et de l'instabilité économique, a contribué de manière significative à amener les gouvernements militaires au pouvoir dans la région : le sentiment anti-français croissant. La mémoire du colonialisme français, définie par des campagnes militaires brutales, le travail forcé, la répression généralisée, l'effacement culturel, la ségrégation raciale et les déplacements forcés, est toujours bien vivante dans la région du Sahel.

Associées à des suspicions ancrées dans l'histoire coloniale, les mésaventures, déceptions et échecs flagrants de la France en Afrique les plus récents ont conduit les populations du Sahel à se méfier de l'ancienne puissance coloniale et de tout ce qu'elle fait dans la région. Les putschistes de nombreux pays ont profité de cette hostilité toujours croissante et ont réussi à se présenter au public comme des héros anticoloniaux résistant à une France néocoloniale et à ses pions corrompus au sein des gouvernements locaux. C'est pourquoi les masses ont accueilli le régime militaire avec des chants anti-français au Mali, au Burkina Faso, au Tchad et plus récemment au Niger.

La France à l'écoute des Africains, le début d'une solution

La principale raison de la perte rapide d'influence et de respect de la France au Sahel, où elle est désormais largement considérée comme un méchant néocolonial, se situe dans son approche erronée de la crise sécuritaire qui ne cesse de s'aggraver dans la région.

Plutôt que d'essayer d'identifier et de traiter les causes profondes du conflit en renforçant les institutions étatiques et en encourageant la bonne gouvernance, Paris a tenté de résoudre les problèmes de sécurité des pays du Sahel uniquement par la force militaire. Cette orientation militaire, qui ne s'est même pas traduite par des victoires décisives sur le terrain, a alimenté le conflit et a rapidement retourné l'opinion publique contre la France.

La position de la France, déclare la ministre des Affaires étrangères, Catherine Colonna "est d'écouter les Africains, et non de décider à leur place". Pendant un certain temps, Macron – né après l'indépendance de la dernière colonie française en Afrique, Djibouti – a semblé être l'homme idéal pour ce poste. « **Je fais partie d'une génération qui ne dit pas aux Africains quoi faire** » a-t-il déclaré en liesse aux étudiants du Burkina Faso, peu après son élection il y a six ans.

Macron avait promis de retirer les forces françaises en Afrique et de créer un nouveau « partenariat de sécurité », avec des bases sur le continent, transformées en fonction des besoins africains et gérées conjointement avec le personnel africain. Malheureusement, il a failli à ses promesses.

La France est sans aucun doute en retrait au Sahel, mais elle peut encore revenir dans la partie si elle joue correctement ses dernières cartes. Pour revenir dans la région comme un acteur de premier plan, Paris devra d'abord conquérir le cœur et l'esprit des locaux.

Pour ce faire, il lui faudrait faire une introspection et faire face à l'héritage du colonialisme. Il lui faudrait également admettre ses erreurs les plus récentes, tirer les leçons de ses échecs militaires et politiques et, surtout, commencer à considérer les pays du Sahel comme des partenaires de sécurité égaux et indépendants plutôt que comme d'anciennes colonies ayant besoin des conseils de la France.

Si la France ne parvient pas à prendre ces mesures et à construire de nouveaux partenariats plus solides avec les pays du Sahel, elle restera une puissance largement sans conséquence et ne servira à rien d'autre que de fournir une légitimité facile aux putschistes de la région.

Bref, Il n'est pas trop tard pour que Paris appuie à nouveau sur le bouton de réinitialisation. La France a tout à gagner en changeant sa politique africaine. Cela doit aller au-delà des paroles et des actions concrètes doivent être engagées à ces fins.

Une fenêtre ouverte sur les relations Haïti - Etats-Unis

Depuis quelques années, Haïti est en proie à des gangs qui peuvent être assimilés aux groupes armés qui opèrent dans le Sahel. Les gangs criminels profitent de la corruption, de la faiblesse du système de sécurité et de l'étendue du littoral d'Haïti pour faciliter le trafic d'armes et de drogue. Tout comme dans les pays susmentionnés, la situation sécuritaire d'Haïti limite la croissance économique, exacerbe la stabilité politique et sociale, favorise la participation des jeunes à des activités illégales et illicites tout en créant une pression sur d'autres pour qu'ils émigrent.

Pendant de nombreuses décennies, la politique américano-haïtienne a été guidée par un objectif primordial : la prévention de la migration haïtienne et du trafic de drogue vers les États-Unis. Pour atteindre cet objectif, tout comme la France envers les dirigeants Africains, les États-Unis ont fourni un soutien limité et conditionnel au gouvernement haïtien malgré son absence de normes de démocratie, de responsabilité ou de transparence.

Depuis l'assassinat du président en juillet 2021, Haïti est dans un état de paralysie. À l'heure actuelle, il existe un vide de leadership dans toutes les branches du pouvoir et il n'y a pas d'élus en Haïti. En apparence, les élections locales, réclamées par les États-Unis, semblent être une question urgente ; cependant, la tenue d'élections serait compromise jusqu'à ce que le pays puisse garantir la sécurité nécessaire pour garantir une participation maximale des électeurs éligibles.

Cette déstabilisation a fragmenté le tissu social haïtien et érodé la confiance institutionnelle aux niveaux communal, régional et national. Cela a exacerbé l'absence de tout contrat social, de démocratie participative ou d'investissements significatifs dans la jeunesse ou l'avenir d'Haïti. Pourtant, les appels continus à l'action de la part de la communauté internationale démontrent les résultats historiquement médiocres de la politique américaine envers Haïti. Tout changement efficace nécessitera une nouvelle voie à suivre, similaire à celle exigée de la France envers l'Afrique.

Éléments d'un nouveau départ

La dissolution des forces armées haïtiennes en 1995 par Aristide sous pression américaine a fait qu'Haïti ne connaisse plus les coups d'état qui sévissent dans plusieurs pays d'Afrique. Singulièrement, l'absence de ces mêmes forces armées a facilité l'opération des gangs qui sèment la terreur dans le pays, dans l'impunité totale. Mais si les États-Unis souhaitent accompagner Haïti dans sa stabilisation, ils doivent le faire selon une approche différente.

Construire une situation sécuritaire stable en Haïti nécessite non seulement davantage de formation et de ressources pour la police nationale, mais également une lutte vigoureuse contre la corruption et l'engagement des citoyens dans la sécurité. Les gangs et les dirigeants du crime organisé profitent des lacunes et de la corruption des États pour établir des relations communautaires qui affaiblissent la gouvernance et contrecarrent l'application de la loi. Par conséquent, les solutions aux problèmes de sécurité nécessitent des stratégies bien calibrées et sophistiquées, une compréhension approfondie des réalités économiques, sociales, de classe, politiques et environnementales d'Haïti, ainsi que l'implication des acteurs communautaires, universitaires et économiques.

Mais au-delà de l'aspect sécuritaire, les leçons apprises de l'attitude de la France envers l'Afrique exhortent l'adoption par les Etats-Unis d'une nouvelle stratégie dans laquelle les principes déterminants soient le partenariat, la durabilité,

l'autonomisation et la stabilisation grâce à un engagement inclusif et au soutien des processus politiques. Les Etats-Unis devraient abandonner leur approche fragmentaire du renforcement des capacités et se lancer dans un programme intensif à l'échelle du gouvernement pour renforcer sa capacité à gérer et mettre en place des mécanismes modernes et efficaces de gestion et de contrôle des fonds, avec des unités de gestion budgétaire et financière correspondantes.

Tout comme pour Paris, il n'est pas trop tard pour que Washington appuie sur le bouton de réinitialisation et commence à considérer Haïti comme un partenaire égal.

Dr. Elsie LAURENCE-CHOUNOUNE

Tout jeune diplomate en poste à La Havane à la fin des années 1990, j'ai rencontré un ambassadeur du Mexique, un sexagénaire blanchi sous le harnois, qui avait été affecté dans plus d'une dizaine de capitales dans le monde, dont Port-au-Prince. Il m'avait dit un jour, combien il admirait la résilience et la fierté du peuple haïtien et qu'il était en train de suivre avec un intérêt et une attention soutenus les percées diplomatiques que faisait Haïti dans le contexte combien complexe de l'après-guerre froide. Cette conversation m'avait marqué. C'était un intellectuel de haut vol avec qui je passais de longues heures d'échanges après nos séances de tennis au club Havana. J'ai eu l'occasion de le rencontrer à deux reprises après avoir quitté le poste de La Havane. C'était un vrai gentleman. J'ai appris qu'il est décédé à l'été 2020, dans sa province natale de Veracruz, en pleine pandémie du Covid-19. Qu'il repose en paix !

Je rappelle ce coup d'œil étranger sur la diplomatie haïtienne post-86 pour souligner la pertinence et la justesse de l'opinion de ce briscard de la diplomatie. Effectivement, après la chute des Duvalier en 1986, la diplomatie haïtienne semblait avoir adopté l'adage qui veut qu'on ait « *des amis, encore des amis et toujours des amis.* », se démarquant de la diplomatie sinon secrète, du moins discrète, incarnée en France par la figure d'un Talleyrand, au profit d'une diplomatie qui s'exerce au contraire au milieu de la place publique. Car les médias ont l'œil braqué sur l'événement et une grande partie de l'activité diplomatique de l'après-guerre froide consiste

à « **communiquer** » : parler aux journalistes, faire du réseautage, faciliter des rencontres, rédiger des textes destinés à être publiés. Alors que l'interdépendance du monde pavait la voie aux investissements étrangers et aux échanges commerciaux, notre pays s'était recroquevillé dans les plis d'un immobilisme desséchant, d'un isolationnisme de mauvais aloi qui ne s'expliquent que par la soif de pouvoir des élites rétrogrades et leur volonté affirmée de s'accrocher à leurs privilèges.

Ce repli sur soi condamnait le pays à végéter dans la pauvreté, hors des circuits commerciaux et financiers d'un monde globalisé. Qui ne se souvient pas des stéréotypes qui émaillaient le discours médiatique international qui rebattaient les oreilles avec des stéréotypes du genre, « *Haïti, terre du Vaudou* » ou le « *pays de la violence et de la misère* », à l'instar de ce philosophe qui récemment décrivait le pays comme « *un bazar du bizarre, une marmite du diable* ». Toutes ces platitudes, tous ces poncifs n'ont pas survécu à la volonté démontrée par le peuple haïtien de son choix en faveur de la démocratie.

À la chute de la dictature, la République d'Haïti a brisé l'isolement en initiant et en établissant des relations diplomatiques avec la plupart des pays d'un monde essentiellement dominé par les valeurs républicaines et démocratiques. Ce mouvement s'est opéré sur une grande échelle, de l'Amérique latine à l'Europe en passant par l'Asie et l'Afrique. Haïti, est d'abord entré provisoirement dans la CARICOM le 4 juillet

1998 et devenue membre à part entière de la Communauté caribéenne (CARICOM) en juillet 2002. Lors, les autorités haïtiennes ont pris la décision de publier dans le journal officiel *Le Moniteur* le Traité signé à Chaguaramas, Trinidad & Tobago le 4 juillet 1973, entré en vigueur 1er Août 1973 et Révisé en 2001 qui établit le marché et l'économie uniques de la Communauté caribéenne comme symbole vivant du désir du pays de renforcer ses liens avec ses frères de la Caraïbe.

L'État haïtien a continué cette démarche d'intégration en visant d'autres pays de l'Amérique centrale et latine avec lesquels il entretient des relations historiques d'amitié et de coopération comme le Venezuela, Cuba, le Mexique, le Chili, le Brésil et l'Argentine. Dans la foulée, Haïti est devenue membre du Groupe de Rio et, pendant un certain temps dans les années 1990, a assuré la présidence de l'Association des Etats des Caraïbes (AEC) et du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC). Autant de forums qui devraient permettre aux décideurs d'articuler une nouvelle vision de l'action politico-diplomatique.

Ici nous sommes dans le domaine strict de la représentation. La représentation diplomatique étant l'un des socles conceptuels emblématiques de l'activisme politico-diplomatique, il est important de l'utiliser pour faire connaître le pays, imposer sa présence parmi ses pairs, exposer ses opinions et ses points de vue devant les partenaires du monde

entier. C'est là un fait incontournable et indispensable !

Mais il faut davantage que la simple représentation axée sur le protocole et le cérémonial. Le travail diplomatique requiert tout un dispositif de valeurs qui régissent la politique, l'économie, l'investissement, le commerce, le tourisme etc. Maintenant que le pays est accepté dans toutes les assises internationales et dans presque tous les pays comme un partenaire fiable et engagé dans le processus démocratique, la grande question est celle-ci : comment rendre la diplomatie haïtienne plus proactive et plus dynamique pour qu'elle progresse au diapason des idéaux démocratiques et du développement ? Comment rendre le réseau diplomatique haïtien plus performant et plus susceptible de contribuer à une croissance économique ? Quels axes devrions-nous privilégier pour parvenir à placer l'intérêt national au cœur des pratiques diplomatiques et comme élément-pivot des relations internationales d'Haïti ?

Répondre à ces questions revient à inventorier ou à comprendre le nouveau paradigme qui s'est instauré au cœur des relations internationales durant ces deux dernières décennies : **le paradigme de l'intérêt national lié aux enjeux géoéconomiques mondiaux**. En ce sens, cette nouvelle vision stratégique ne conçoit pas la diplomatie en dehors de la dynamique sociopolitique interne ni en dehors des actions à mener pour l'ouverture de nouveaux marchés et de stimulants économiques et financiers

susceptibles de générer l'accumulation du capital et la création de richesses, facilitant ainsi l'accroissement des ressources matérielles et humaines du pays.

La compréhension et la mise en œuvre de ce nouveau paradigme permettra aux diplomates sur le terrain et aux autorités politiques dans le pays d'embrasser une perspective globale de croissance économique et d'ouverture de marchés comme éléments fondamentaux des relations bilatérales entre Haïti et ses partenaires internationaux, chacun en ce qui le concerne. L'intérêt national lié aux enjeux économiques suppose un travail en amont que la diplomatie se fera fort de relayer dans ses interactions avec les autorités et la société civile des États accréditaires.

Les points d'ancrage suivants sont importants à considérer dans toute approche stratégique nouvelle pour renforcer la diplomatie haïtienne en ce début du 21^e siècle.

Tour à tour, nous considérons les aspects qui suivent :

- a. Diplomatie, sécurité et stabilité politique ;
- b. Diplomatie, investissements étrangers directs et développement ;
- c. Diplomatie, migration et diaspora.
- d. Diplomatie et politique culturelle comme "Soft Power" ; et
- e. Les vides à combler dans la pratique ; du réseau diplomatique Haïtien

Veillez tenir compte du fait que je n'ai pas, ici, l'intention ou la prétention de fournir une liste exhaustive.

Revenons chez nous

Comment faire pour redonner à notre chère Patrie sa splendeur artistique d'antan ? Le théâtre, on ne voit plus les acteurs sur scène. La musique, il y en a certes mais elle a perdu son identité ancestrale. Comme nous l'avions déjà dit, la musique Haïtienne a connu ses heures de gloire dans les années 40, particulièrement en 1949 lors de l'exposition du bicentenaire sous le gouvernement de l'illustre Président Léon Dumarsais Estimé.

Au cours de cette année charnière qualifiée à juste titre la belle époque, les orchestres étaient composés de musiciens de qualité capable de rivaliser et de tenir tête à n'importe quel musicien étranger, partition en main. Ce qu'il faut retenir maintenant, c'est que le compas direct a presque fait oublier tous les rythmes de l'alma mater, mais à cette époque d'or il n'existait pas encore. Ainsi le Petro, le yanvalou, l'ibo et le rabordaille faisaient le bonheur des touristes qui affluaient à l'époque découvrant une musique, des rythmes qu'ils ne connaissaient pas.

Le jazz des jeunes dans une de ses compositions disait bien et je cite "Chaque peuple gen mizik pa l ki pou fe l jwe gran wòl" donc un peuple peut toujours être identifié à partir de sa musique. Quand on écoute le raggae, on voit tout de suite la Jamaïque, le twist fait nécessairement penser aux USA, tout comme le tango nous met l'Argentine sous les yeux et sans réfléchir le ranchera nous conduit directement au Mexique, alors que la rumba, la salsa évoquent pour nous Cuba.

C'est pareil pour Haïti avec le petro, le yanvalou, le rabordaille qui nous ramènent à nos racines. Je mets en défi n'importe quel compatriote se trouvant à l'étranger depuis un certain temps de me dire s'il ne sent pas couler un sang chaud dans ses veines si par hasard il entend passer dans la rue une bande de rara qu'il soit en Angleterre, en Chine ou au Japon. Il est donc impératif pour redorer le blason de notre Pays lui redonner son identité artistique particulièrement musicale.

Pour cela, une école de musique digne de ce nom doit nécessairement voir le jour sous la direction de musiciens chevronnés, et j'en connais pas mal qui n'attendent que ça et qui sont même disposés à enseigner gratuitement.

Il ne faut pas l'oublier, la musique racine traduit l'âme du peuple Haïtien. Alors soyons nous-mêmes. Revenons chez nous. An nou tounen lakay.

Dr. Debussy Damier.

Paj Anivèsè manm pati Fusion pou mwa octòb sa a

12 Oktòb, se fèt Georges Greffin

Georges se moun Jakmèl li ye. Greffin se manb pati a. Li se Vis Prezidan Fusion. **Georges** travay anpil ak kòdinasyon depatmantal sidès la kotel fè Fusion okipe yon plas enpòtan kòm pati politik. Se yon travay tèt ansanm Direktwa a apresye anpil.



Georges se Doktè, li rann kominote depatman sidès la ananpil sèvis.

Se tout pati a ki di **VP Georges** « bòn fèt »

e ki di l yo apresye l, yo renmen l pou moun liye a.

Georges GREFFIN : Pawòl Riteau JEAN LOUIS

Li fèt Jakmèl nan lane 1952, nan mwa oktòb. Li fèt etid primè l JM Enriquez e segondè l nan Lise Pinchinat Jakmèl. Men depi lè lap fè segond, li te gen panchan pou lèt e li te koumanse ekri bonè. Li chwazi ale lan fakilte medsin e li spesyalize l lan medsin entèn. Li gen plis pase 40 ane lap sèvi kominote sidès la avèk anpil pwofesyonalis e respè.

Pandan tan sa yo, li te montre anpil lanmou pou pwezi ak literati. Li te anseye lan kolèj Jakmèl.

Kèk ane aprè, li avèk lot Jakmelyen fonde lekòl dwa Jakmèl nan lane 1981 e li vini pwofesè, nan konsèy direksyon epi Dwayen Fakilte Dwa. Lan pakou ekri l, li fonde yon jounal nan vil natalli ki te pote non “ **Tribin Sidès**”. Pwezi se yon pasyon pou li. Li ekri 3 rekèy pwezi: yonn nan ane 1995, yon lèt an 2000 e dènye a ki rele “ **Derive des cerfs volants**” parèt an 2018.

Ansyen manb asanble konstiyon ki patisipe lan ekri konstitisyon 1987 e li te pwofesè dwa konstitisyonèl nan Fakilte Dwa Jakmèl la. Se yon sitwayen ki pasyone de peyi l e de Jakmèl. Li genyen lòt liv kap parèt byento kap sòti e youn ladan l se sou Jakmèl, vil li remen anpil.

Kontinye pote flanbo a wo Georges.



14 Oktòb, se fèt Edmonde SUPPLICE BEAUZILE

Edmonde se moun Beladè. Li se manb pati a e se Prezidan Fusion. Edmonde travay ak tout kòdinasyon depatmantal yo pou li fè Fusion okipe yon plas enpòtan kòm pati politik. Se yon travay tèt ansam Direktwa a apresye anpil. Edmonde etidye Ekòl Nòminal Siperyè, li se pwofesè. Li fòme anpil jèn.

Se tout pati a ki di Prezidan Edmonde “bòn fèt” e ki di l yo apresye l, yo renmen l pou moun liye a.



Men Bòn Nouvel
souriedchati1@gmail.com
34462421

Edmonde SUPPLICE BEAUZILE : Pawòl Richardson JEUNE (ekstrè)

Edmonde se yon gwo figi politik lan peyi a. Batay li, se batay pou demokrasi avanse, se batay pou

jistis sosyal. Li kòmanse fè remake l lan asosyasyon ki te rele " **Association Culturelle des Jeunes de Belladère**". Li kòmanse lan politik byen jèn. Li te Depite lan 45èm lejislati a, li te Senatè lan 48èm e 49èm Lejislati a. Se pou tèt sa yo rele l " **Fanm twa Lejislati a**".

Kòm palmantè, li travay sou lwa edikasyon. Li toujou pran pozisyon lan domèn sante, jistis. Li pote valè sosyal-demokrasi lan tout nanm li e li aplike : pwoteksyon sosyal, konsansis politik, ekite, egalite dwa moun, respè libète, jistis sosyal.

Kamarad Edmonde, se Prezidan Fusion koulye a. Li travay anpil ak òganizasyon entènasyonal tou. Li Vis prezidan konferans pèmanan pati politik Amerik latin e Karayib (COPPAL) ki genyen 70 pati politik ki sòti lan 30 peyi sou kontinan an. Li se Vis Prezidan entènasyonal Sosyalis e moun ki Prezidan an rele Pedro Sanchez ki li menm se Premye Minis Espanyòl la.



CHOUBLAK
COMITÉ DE REDACTION

Elsie LAURENCE-CHOUNOUNE

Eguy SAINVIL

DANIEL SUPPLICE

Edmonde SUPPLICE BEAUZILE

Moise CELICOURT

Debussy DAMIER

Georges GREFFIN

Choublack ap swete bòn anivèsè Kamarad nou yo!

**16 Oktòb, se fèt
Dieumatone LESPERANCE**

Dieumatone se moun Benè. Li se manb pati a. Li se kòdonatè komin Taba. Dieumatone travay anpil ak kòdinasyon pou li fè Fusion okipe yon plas enpòtan kòm pati politik. Se yon travay tèt ansanm ke Direktwa apresye anpil.



Se tout pati ki di kòdonatè Dieumatone « **bòn fèt** » e ki di l ke yo apresye l, yo renmen l pou moun li ye a.

Dieumatone LESPERANCE: Pawòl Seth REMY

Dieumatone LESPERANCE fèt yon sèz (16) oktòb nan komin Benè depatman Sidès.

Li se yon sikopedagòg e li se yon agwonòm. Li se pwofesè lekòl nan plizyè enstitisyon. Dieumatone se yon jèn ki angaje l. Depi li tou piti nan koze politik. Li te kandida pou pòs majistra pou Benè. Aktyèlman li se kòdonatè komin Taba nan pati Fizyon.

Jèn gason plen konpetans, vizyon ak foug ap travay ak anpil òganizasyon pou ranfòse tèt yo nan kominote an.



Le Cap-Haïtien a été fondé par les Français au XVII^e siècle et était autrefois connu sous le nom du Cap-Français. Il était la capitale de la colonie française de Saint-Domingue, la plus riche des colonies de l'époque.

La ville a été le théâtre de nombreux événements importants pendant la Révolution haïtienne, y compris la célèbre cérémonie de Bois Caïman en 1791, un point de départ de la lutte pour l'indépendance.

Au fil des ans, le Cap-Haïtien a conservé son importance historique et culturelle en tant que centre économique et éducatif du nord d'Haïti.

La ville est réputée pour son architecture coloniale bien préservée, avec des bâtiments historiques, des églises et des places publiques.

La région offre de magnifiques plages, notamment à Labadie, qui attirent les visiteurs et les croisiéristes.

Le Cap-Haïtien abrite des sites historiques majeurs, notamment la Cathédrale Notre-Dame de l'Assomption, le Palais Sans Souci, et la Citadelle Laferrière, qui sont classés au patrimoine mondial de l'UNESCO.



Hinche, situé à environ 30km de la Frontière, a été fondée au 18^{ème} siècle par des colons français et est devenue un important centre agricole.

Comme de nombreuses autres régions d'Haïti, Hinche a été le théâtre d'importants événements liés à la Révolution haïtienne, notamment des batailles et des mouvements de résistance contre la domination coloniale.

Hinche est reconnue pour son engagement envers l'éducation. Elle abrite des institutions éducatives renommées, contribuant ainsi à l'avancement de la connaissance et de la culture dans la région.

L'économie d'Hinche repose principalement sur l'agriculture. La région est connue pour sa production de riz, de maïs, de haricots et d'autres cultures vivrières.

Hinche possède quelques points d'intérêt notables, notamment la Cathédrale Sainte-Rose de Lima, un exemple d'architecture religieuse qui témoigne de l'histoire chrétienne de la ville.

La ville est imprégnée de la riche culture haïtienne, avec des festivals, des danses traditionnelles et des célébrations qui reflètent l'identité du peuple haïtien.

